

Solidarité avec les femmes d'Afrique du Sud

Autor(en): **Baysan-Fehlmann, Laurence**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **70 (1982)**

Heft [1]

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276348>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



FSS: précisions et positions

Sous le titre « Femmes socialistes suisses — dissolution ou intégration », Femmes Suisses a consacré dans son numéro de décembre tout un article au Congrès extraordinaire tenu à Berne le 19 septembre dernier pour discuter des futures structures des Femmes socialistes suisses, c'est-à-dire de la place — et du poids — des femmes dans le Parti socialiste.

Lobby interne et lieu de formation

Certaines femmes liquident dans le parti un peu vite l'organisation des femmes socialistes, derechef rangée parmi les institutions dépassées. Rassurez-vous : cette organisation ne prend pas sa propre survie pour une finalité justifiante, et sera prête à disparaître le jour où son existence deviendra inutile. Mais le jour du sabotage n'est pas encore venu, ni pour le parti, parfaitement conscient de l'immense « potentiel féminin », ni pour les femmes inscrites au PS (un quart des membres, la majorité des nouvelles adhésions). La grande majorité de ces femmes souhaitent le maintien d'une organisation qu'elles envisagent à la fois comme un lobby interne de la cause féminine et comme un lieu privilégié de formation politique et personnelle.

Les femmes qui disposent d'une formation supérieure, les moins timides, les mandataires, etc., n'ont en général pas (plus) de problèmes de prise de parole ; elles peuvent sans doute préconiser — et pratiquer — le travail exclusivement dans le parti, et se passer d'une organisation parallèle des femmes. Mais justement, pour ces féministes avancées, l'organisation doit être l'occasion d'une solidarité avec celles qui ne savent pas (encore) aussi bien s'affirmer.

Quant à la fonction de lobby, il en va au sein d'un parti comme dans tout ensemble : elle atteint son efficacité maximale quand elle est le fait d'une structure organisée, et non de personnes isolées, aussi convaincues et engagées soient-elles.

Comme si c'était gagné !

Décidément, il nous semble étrange qu'au moment où d'autres mouvements au sein du parti réclament davantage d'autonomie (Jeunesses socialistes, par exemple), certaines des femmes qui jouissent de la liberté de prendre position dans un sens souvent plus progressiste que l'ensemble du parti demandent l'abolition des avantages de l'autonomie. Ont-elles vraiment l'impression que tout est déjà acquis, que la plupart des hommes ont atteint le niveau de conscience autorisant le parti à se passer du militantisme des femmes ?

Yvette Jaggi

Présidente des Femmes socialistes suisses

Si tu veux la paix, prépare la défense

La guerre est une maladie atroce. Pour combattre une maladie, il faut simultanément en chercher les causes et essayer d'en atténuer les effets.

Cause première de la guerre : notre agressivité individuelle

Nul être humain n'est dénué d'agressivité. Seul mérite le nom de pacifiste celui qui lutte à chaque instant contre sa propre agressivité. C'est d'ailleurs le seul combat qui non seulement ne porte pas atteinte à la liberté d'autrui, mais y est même favorable. C'est pour ce combat que le christianisme est vital.

Cause plus ou moins directe de la guerre : tout déséquilibre, social, économique, démographique, militaire, etc.

Toute recherche de paix collective est une recherche d'équilibre. Tant que l'agressivité humaine subsiste, la manifestation collective de cette agressivité qu'est la guerre risque d'être déclenchée par tout accroissement d'un déséquilibre, quel qu'il soit. Or le

malheur veut que les mouvements contre les armements et pour la démilitarisation, parce qu'ils sont dans l'impossibilité d'agir avec la même efficacité et simultanément dans tous les points du globe et sur tous les responsables contribuent à favoriser un déséquilibre mortel.

En revanche, et si triste que cela puisse être, la préparation à la défense favorise l'équilibre, donc la paix.

Si tu veux la paix, prépare la défense

Cette phrase de Mme Andrée Weitzel, dans son rapport, est parfaitement exacte. Parce qu'elle contribue à une recherche d'équilibre des forces et de résistance à la menace de guerre, la défense est un moyen de paix.

Mais parce qu'elle cherche aussi à limiter les dégâts d'une guerre éclatée malgré tout, la défense est la preuve :

- de la volonté de transmettre la vie et la liberté,
- de la reconnaissance pour les biens reçus : liberté, culture, prospérité, etc.,
- du courage de regarder la réalité en face et de l'affronter,
- de la confiance en autrui et non pas en soi seulement,
- de la certitude de l'existence, en l'homme, d'une dimension qui échappe aux mesures humaines.

Suzette Sandoz

Solidarité avec les femmes d'Afrique du Sud

« Pour nous, femmes africaines, le mariage n'en vaut pas la peine. Il nous piège. Les hommes doivent travailler en ville où ils se font des amies avec leur argent. Nous, les femmes devons rester dans les réserves (réserves tribales ou bantoustans) avec des poches et des promesses vides... ». « Je n'ai pas de nouvelles de mon mari pendant des mois. L'argent n'arrive pas ; même quand je pleure, l'argent n'arrive pas. Mes enfants ont faim, moi aussi. Il n'y a plus de quoi manger... »

(Enregistré sur cassette par Janet Graaff en octobre 1978).

Ces propos pathétiques tenus par une femme noire d'Afrique du Sud évoquent la cruelle réalité vécue par la majorité des femmes de ce pays.

Les femmes africaines sont soumises à une triple discrimination économique, raciale et sexiste. Vivant sous un régime créé et perpétué par les hommes blancs, les femmes africaines, mères et travailleuses, constituent la couche la plus opprimée de la population. Légalement, la situation tribale de la femme a été maintenue et renforcée par le gouvernement sud-africain et elle est juridiquement définie comme une mineure perpétuelle. Cela signifie, par exemple qu'une Africaine, même majeure, doit obtenir l'autorisation de son père pour se marier.

Pourtant les femmes sud-africaines ne se résignent pas au rôle qui leur est imposé. Elles luttent depuis des années afin de changer leur destin et par là-même celui de leurs frères de race.

Mais elles comptent aussi sur la solidarité internationale pour isoler le régime d'apartheid sur tous les plans, en particulier politique et économique. C'est pourquoi, plusieurs groupements (parmi lesquels figurent le Mouvement anti-apartheid, la Déclaration de Berne et les Magasins du Monde) ont lancé cet automne en Suisse une campagne pour faire pression sur les banques afin qu'elles cessent leurs relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Diverses actions sont possibles, soit :

- Interpeller les trois grandes banques pour leur demander quel rôle elles jouent en Afrique du Sud et quels engagements elles seraient disposées à prendre pour mettre fin à leur collaboration avec le gouvernement blanc d'Afrique du Sud.
- Interpeller les autres banques (par exemple les banques cantonales) pour leur demander de cesser les quelques prêts auxquels elles participent.
- Retirer l'argent des trois grandes banques avec une lettre à la direction pour l'annoncer.
- Refuser de payer les factures sur les comptes des trois grandes banques avec lettres explicatives à celui qui a envoyé la facture. Il s'agit de demander à l'entreprise ou à la personne concernée d'indiquer un autre moyen de paiement (CCP ou autre banque).

C'est une occasion pour les femmes suisses engagées dans la voie du féminisme de manifester leur solidarité avec les femmes opprimées d'Afrique du Sud.

Laurence Baysan-Fehlmann